

CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
NOTAMMENT SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, LA RÉGULATION DU SYSTÈME FINANCIER ET
SUR LA COHÉSION DE LA ZONE EURO, À LOS CABOS (MEXIQUE) LE 20 JUIN 2012.

20 JUNE 2012 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRÉSIDENT -- Je vais vous dire ce que je pense de ce G20 à ce stade et, ce que l'on peut en attendre. Et puis ensuite je répondrais à vos questions, c'est le plus simple. Moi, j'ai trois objectifs dans ce G20. Le premier, c'est de mettre la croissance au coeur de nos discussions. Le second objectif, c'est de poursuivre le travail qui a été engagé depuis déjà plusieurs années, pour la régulation du système financier. Le troisième objectif, c'est d'envoyer un message de stabilité au marché, notamment par rapport à la cohésion de la zone euro.

Sur ces trois objectifs, je pense que le premier, mettre la croissance au coeur de nos débats est atteint. La réunion d'hier, qui a été longue, a été essentiellement consacrée à un constat, c'est que la croissance ralentie partout, pas simplement dans la zone euro ou en Europe. La Chine qui avait une croissance très élevée à deux chiffres connaît aujourd'hui un ralentissement et il y a également aux Etats-Unis, une inquiétude par rapport à l'activité de fin d'année.

Donc, c'est une prise de conscience déjà présente il y a plusieurs semaines qui s'est confirmée. J'avais déjà avec d'autres porté l'objectif de croissance dans le G8, c'est maintenant le cas dans le G20 et avec une unanimité pour en faire au moins le constat. Sur les solutions on doit considérer que les pays qui sont en excédant de balance des paiements courants, c'est-à-dire qui ont un commerce extérieur suréquilibré doivent faire un effort de soutien de la demande intérieure. Et les pays qui sont en déficit et qui connaissent des problèmes de compétitivité, doivent faire un effort de redressement, pas simplement de leurs fonds publics, mais de leur capacité exportatrice.

Sur la croissance toujours, nous avons souligné que la relativité des prix des matières premières, et notamment du pétrole, étaient une contrainte supplémentaire. Et un certain nombre de pays, notamment producteurs a également reconnu qu'il y avait besoin pour les producteurs comme pour les consommateurs, une stabilité du prix des matières premières.

Enfin, sur le commerce, sur le soutien à l'emploi, notamment à l'emploi des jeunes, il y a eu également une grande convergence de vues pour que la plupart des pays, y compris les pays émergents, mettent davantage l'accent sur cette dimension sociale de la croissance.

Sur le second objectif, c'est-à-dire la régulation du système financier. Il y a eu des progrès, nous verrons jusqu'à quel point puisque les délibérations ne sont pas achevées, notamment à travers l'institutionnalisation du conseil de stabilité financière qui peut devenir à terme une organisation mondiale pour la finance. La lutte contre ce que l'on appelle les paradis fiscaux a été une nouvelle fois affirmée, treize pays jugés non coopératifs ont été identifiés. De la même manière les grandes entreprises multinationales, vous les reconnaîtrez aisément qui pratiquent l'évasion fiscale seront sûrement rappelées à l'ordre et davantage appréhendées.

Sur la régulation de la finance, c'est vrai que la taxe sur les transactions financières qui jusqu'à présent figurait dans le communiqués des G20 n'y est plus. Ce qui veut dire que si l'on veut avancer sur la taxe sur les transactions financières, ne recherchons pas l'unanimité. Elle est impossible ou alors on est dans l'ordre du voeux pieux. Ce sera la responsabilité d'un certain nombre de pays qui sont convaincus de l'utilité de cet instrument, et de son rendement d'avancer soit au sein de l'Europe, par une coopération renforcée, soit et ce n'est pas d'ailleurs exclusif, par la mise en place d'un outil commun avec des pays de plusieurs continents. La question de où va la recette correspondante sera alors posée. Nous en reparlerons, cela fera partie des discussions que nous aurons aussi au Conseil européen de la fin du mois de juin.

J'en arrive donc au troisième sujet, troisième objectif de ce G20, la stabilité. Les regards étaient tournés sur la zone euro. Cela ne veut pas dire que les autres zones monétaires soient stables. Mais il y a des interrogations.

La première sur la Grèce a été pour partie levée. Un gouvernement doit être constitué aujourd'hui. Des

messages ont été envoyés de part et d'autre : volonté des Grecs de rester dans la zone euro et de respecter les engagements et volonté des Européens, en tout cas la mienne, de pouvoir accompagner la Grèce.

La seconde sur l'Espagne, c'est-à-dire un pays qui a un problème bancaire et qui a eu le soutien de l'Europe la semaine dernière. Là encore, il y a eu une grande cohérence des pays de la zone euro et il y aura un mécanisme qui sera prochainement mis en place.

Enfin, il y a une interrogation sur l'union économique et monétaire et le Conseil européen de la fin du mois de juin. Chacun est conscient de sa responsabilité. Et donc, il y aura des mesures sur la croissance, conformes à ce que le G20 aura comme conclusion et des mesures sur la stabilité.

Sur l'intégration, ce sera fonction de ce que nous mettrons dans l'union bancaire et dans l'union budgétaire. Et à chaque étape, il est normal qu'il y ait un progrès de l'intégration.

Mais ce sommet du G20 n'était pas un sommet européen, il ne devait d'ailleurs pas l'être. C'est un sommet mondial avec des pays qui représentent tous les continents. Il y a eu aussi pour cette objectif de stabilité une volonté commune qui s'est affirmée et notamment de pays qui ont accepté d'apporter des ressources au fonds monétaire international.

Au-delà même de ce qui était donné comme chiffre. On parlait de 430 milliards d'euros, ce sera 456 ou peut être davantage. A mesure que le tour de table se faisait hier dans cette première réunion chacun a fait part de son apport, parfois pour des sommes faibles, parfois pour des sommes plus importantes pour doter autant qu'il était possible le fonds monétaire international.

Je vais d'ailleurs dire la chose suivante pour conclure. C'est très important que nous ayons des mécanismes, fonds européen que l'on appelle le mécanisme européen de stabilité qui va prendre la suite du FESF, fonds monétaire international. C'est bien qu'il y ait des sommes importantes qui soient dégagées, après c'est une question de rapidité.

Face à un certain nombre de pression, ce qui fait l'efficacité d'un dispositif, ce n'est pas son existence, c'est sa capacité à être mise en oeuvre rapidement. En tout cas, c'est ce que j'ai plaidé au cours de la réunion d'hier.

QUESTION -- Est-ce que concernant les projets européens, il y a eu un rapprochement avec Angela MERKEL, est-ce que vous l'avez rencontrée déjà ou est-ce qu'on est toujours dans une forme de rapport de force comme on a connu ces derniers jours ?

LE PRESIDENT -- Je vous confirme que je l'ai rencontrée. Nous étions à la même table à la fois dans cette première réunion plénière et ensuite au dîner. Et nous avons été cohérents, parce que nous devons affirmer la volonté des Européens de régler toutes les questions qui se posent dans la zone euro. C'est notre responsabilité, c'est la mienne. Nous pouvons avoir des points de vue qui parfois diffèrent. Qu'est-ce que nous mettons sur la croissance, qu'est-ce que nous mettons sur la compétitivité, qu'est-ce que nous avançons comme réforme structurelle. Mais nous avons, Madame MERKEL et moi-même la conscience que l'Europe doit avoir sa propre réponse. Elle ne doit pas nous être donnée de l'extérieur et que la France et l'Allemagne, compte tenu de leur place dans l'Union européenne, de leur force économique, doivent travailler ensemble. Il y aura donc plusieurs rendez-vous. Le 22 nous allons nous retrouver à Rome, à quatre, et ce sera déjà l'occasion de marquer un certain nombre de convergences. Restera bien sûr, un certain nombre de questions qui seront soumises au Conseil européen, nous chercherons le compromis.

Mais j'ai l'impression que sur le paquet croissance, les choses avancent bien.

QUESTION -- Monsieur le Président, David CAMERON, hier, s'est livré à une critique extrêmement acerbe du décret sur le départ à la retraite à 60 ans et aussi sur la taxe à 75% en estimant qu'il allait dérouler le tapis rouge pour que les entreprises françaises puissent venir investir en Grande-Bretagne et payer leurs impôts. Est-ce que vous considérez que c'est inamicale ou habituel de sa part ?

LE PRESIDENT -- Ma responsabilité dans ce sommet, c'est de faire qu'il y ait une confiance dans l'Europe, une cohérence dans les points de vues qui sont affirmées, une convergence dans l'action qu'il convient de mener. Donc, je ne me dissiperai pas, je ne m'échapperai en aucune manière des objectifs que je me suis fixé, parce que c'est trop important, parce que ce n'est pas simplement l'Europe qui nous regarde, c'est le monde qui s'inquiète du ralentissement de la croissance, qui peut douter d'un certain nombre d'instruments. Rien ne me fera donc détourner de mon objectif.

QUESTION -- En terme de réformes de compétitivité. En terme de réformes de structure en vous a

QUESTION -- En terme de réformes de compétitivité. En terme de réformes de structure on vous a souvent reproché de considérer que la croissance pouvait être financée par des dépenses.

LE PRESIDENT -- Sur ces reproches qui peuvent être faits à la France, j'imagine qu'ils avaient été donnés avant que je n'arrive. Nous sommes là depuis à peine un mois et encore, j'allais dire quelques jours depuis qu'une majorité a été largement trouvée à l'Assemblée nationale. C'est vrai qu'il y a des observations qui sont faites sur notre compétitivité. La Commission européenne notamment a fait un rapport qui est disons inquiétant sur la perte de nos parts de marché depuis une décennie. Donc, nous aurons à travailler pour le redressement de notre industrie, notre compétitivité. Mais cela doit se faire là encore dans un plan d'ensemble.

QUESTION -- Certains comme Barack OBAMA, estime qu'on pourrait aider la croissance en révisant en quelque sorte le plan de rigueur qui a été imposé à Athènes, d'autres comme Madame MERKEL estiment que l'on ne peut pas assouplir, qu'il y a des engagements qui ont été pris et qu'il faut s'y tenir. Où vous situez-vous ?

LE PRESIDENT -- Si je vous dis au centre, je serai mal compris. Les Grecs ont voté et nous attendions ce moment. Ils ont dit qu'ils voulaient rester dans la zone euro et qu'ils étaient prêts à respecter les engagements. L'Europe doit faciliter cette démarche non pas en remettant en cause les obligations qui ont été souscrites, mais en faisant en sorte que la croissance, que les aides qui peuvent venir des fonds structurels puissent être stimulées et mobilisées. Je me situe là. Donc, le dialogue va s'engager, un gouvernement de coalition va être constitué. Et c'est avec ce gouvernement qui va se tourner vers l'Europe que l'Union doit travailler, parce que nous devons maintenant aller vite. La grande affaire pour l'Europe c'est d'aller vite. Nous sommes dans cette course permanente entre les événements, la spéculation et la décision politique. Il faut que la décision politique aille plus vite que l'incertitude.

QUESTION -- Est-ce que la victoire de la gauche en France aux élections législatives vous a permis de défendre plus facilement ici vos positions ou vos objectifs ?

LE PRESIDENT -- Tous les participants m'ont félicité. C'est qu'ils étaient donc informés de la situation née du vote des Français dimanche. Ils étaient impressionnés par l'ampleur de cette majorité et surtout par la cohésion et la cohérence qui pouvaient être données au gouvernement et au Président de la République. Ça compte pour les pays de savoir s'il y a une incertitude de plus liée à une coalition qu'il convient de former ou s'il y a une stabilité à travers une majorité solide et claire.

Donc, je vous réponds oui, cela a été un appui et je remercie les Français.

QUESTION -- Une question peut être franco-française, est-ce que vous souhaitez qu'à l'Assemblée une femme préside et soit au perchoir ? Deuxième question, pour revenir sur les attaques du Premier ministre Cameron, le fait qu'un Premier ministre anglais s'attaque directement à l'une de vos mesures phares et invite les entreprises françaises à rejoindre la Grande-Bretagne, est-ce que c'est quand-même pas inamicale. Vous qui parlez de cohérence des Européens au G20, est-ce que là, cette cohérence n'est pas mise à mal ?

LE PRESIDENT -- Je ne vous répondrai pas sur la première question. Sur la seconde, chacun doit être responsable de ce qu'il dit, je le suis. Et donc, dans un moment où la cohésion des Européens doit être forte, je ne ferai rien qui puisse l'ébrécher. Après sur les politiques fiscales, nous ferons la comparaison.

QUESTION -- Il y a aussi un rapport de force entre le Président américain et la Chancelière allemande. Quelle est votre analyse ? Est-ce qu'on peut dire qu'il y a un gagnant ? Est-ce que c'est l'austérité contre la demande qui a gagné ? Qui a gagné ce match ?

LE PRESIDENT -- Je ne suis pas sûr que l'on puisse parler de match comme l'on fait souvent à l'occasion des sommets européens. Ce qui compte c'est d'arriver à la bonne position. Et dans ce G20, sur la croissance, il y a eu une très grande convergence. Cela ne veut pas dire que l'austérité dans certains pays ne doit pas un moment s'imposer quand il y a eu des endettements considérables, mais l'austérité ne peut pas être la solution pour trouver de la croissance. Cette leçon-là a été donnée. Si toutes les zones monétaires, tous les grands pays pratiquent l'austérité, il ne sera pas possible d'avoir le retour à la croissance.

Donc cela veut dire que certains pays, soit parce qu'ils ont rétabli leur fonds public depuis plusieurs années, soit parce qu'ils ont des excédents commerciaux, comme la Chine ou des grands pays émergents qui ont atteint un niveau économique tout à fait considérable, doivent soutenir leurs activités économiques. Il en est de même en Europe. En Europe, si nous voulons arriver à ce que

certains pays fassent le retour aux équilibres, il faut bien que d'autres, non pas relâchent leur discipline, mais stimulent leur demande intérieure.

Donc, vous me posez la question, est-ce que c'est par des dépenses publiques supplémentaires que nous allons trouver de la croissance ? S'il s'agit des dépenses de l'Etat ou des Etats, non.

Mais là, j'en arrive au débat européen de la fin du mois de juin. Ce que nous devons imaginer ce sont des instruments qui nous permettent de mobiliser de l'épargne, de mobiliser des fonds, d'augmenter le capital d'une banque, en l'occurrence la banque européenne d'investissement pour qu'il y ait des investissements sources de croissance et vertueux quant à leur financement.

Donc voilà pour le match ou les matchs, il y a peut-être plusieurs matchs, il y a plusieurs partenaires, je pense que ce qui compte c'est qu'il y ait un match gagnant pour tous les participants.

QUESTION -- Vous évoquiez la nécessité d'aller vite pour la zone euro. Est-ce que vous estimez que du point de vue des dirigeants du G20 des garanties ont été données lors de ce Sommet ? Deuxième question, en ce qui concerne le résultat des élections législatives en France, quels enseignements en tirez-vous sur le point de l'analyse électorale et de la suite des opérations politiques en France ?

LE PRESIDENT -- Je ne parlerai pas de la France ici à l'occasion de ce Sommet. Je vous l'ai dit, la majorité qui a été donnée pour que le gouvernement conduise la politique de notre pays est une majorité forte, est une majorité solide, est une majorité cohérente, qui d'ailleurs ne se réduit pas au seul parti socialiste et c'est cette majorité qui permettra de donner là encore de la stabilité, de la confiance et de la durée. Et c'est un atout dans la compétition économique.

Permettez-moi de le dire quand je vois bon nombre de pays européens ou pas qui sont gouvernés par des coalitions avec des négociations permanentes pour savoir si cette décision peut être prise ou pas. On parlait de l'Allemagne, Mme Merkel qui est dans une coalition aussi et en plus avec un système parlementaire extrêmement exigeant, le rappelle souvent. Cela l'amène à avoir des discussions voir des négociations sur sa propre position pour faire passer notamment le budget. Nous avons en France par les institutions c'est vrai, mais aussi par le vote des Français, une capacité pour agir plus rapide que d'autres. C'est ce que je voulais dire.

C'est ce qui me permet de faire le lien entre la situation de la France et la position du Chef de l'Etat dans les grands rendez-vous, celui du G20, celui de Rio, demain et à l'évidence le Conseil européen.

QUESTION -- sur les garanties données...

LE PRESIDENT -- C'est sur la rapidité. Vous savez, là aussi, ce qui est difficile à comprendre pour certains pays, c'est le fonctionnement de l'Europe. Cela veut dire que c'est aussi difficile à comprendre même pour les Européens et même pour des chefs d'Etat et de gouvernement européens. C'est vrai je l'ai dit, l'Europe à 27 avec une zone Euro à 17, avec des processus de décisions qui exigent parfois la modification des traités, ou des décisions qui doivent passer par le Parlement européen, cela s'appelle la démocratie, cela s'appelle aussi un processus d'intégration. Nous devons veiller dans les mois qui viennent, ce sera aussi un enjeu du rendez-vous de la fin du mois de juin, à ce que la démocratie soit renforcée mais en même temps que la décision soit facilitée. C'est vraiment l'union économique et monétaire qui doit trouver son débouché politique.

QUESTION -- M. le président je me permets une question sur votre politique en France parce qu'il s'agit aussi d'une mesure phare de votre projet. Certains dans la majorité doutent aujourd'hui qu'il soit possible de mettre en uvre le droit de vote des étrangers aux élections locales puisque vous n'avez pas la majorité des 3/5ème et qu'un référendum serait risqué. Qu'est-ce que vous en pensez ?

LE PRESIDENT -- Personne n'imaginait que nous pourrions avoir la majorité des 3/5ème. Je veux bien penser que les Français voulaient me donner tous les moyens pour gouverner mais à ce point, donc la question n'est pas modifiée par ce qui vient de se passer dimanche.

QUESTION -- Vous avez rencontré le président HU Jintao, c'était la première fois que vous vous voyiez est-ce que vous pouvez nous raconter comment cela s'est passé ? Et puis pardon d'y revenir, mais est-ce que vous avez eu un petit entretien avec David CAMERON, est-ce que vous vous êtes parlé ? Vous disiez que vous aviez vu Mme MERKEL, que vous étiez assis à la même table. Est-ce qu'il y a eu un petit peu plus avec M. CAMERON ?

LE PRESIDENT -- Je reconnais l'habileté de votre question et je veux saluer cette façon de revenir au sujet. Donc, je vais vous parler du Président Chinois. Ce n'est pas vrai que nous nous sommes vu pour

la première fois, notre relation était plus ancienne. Il y a 11 ans, il s'en souvenait et moi aussi, nous nous étions vus à Paris. Voilà pour l'antériorité de notre relation. Je vous dis tout.

Ensuite sur la qualité de l'échange, oui, il y a eu la volonté de part et d'autre - compte-tenu de l'arrivée d'un nouveau président en France -- de poursuivre et surtout d'amplifier les relations économiques, commerciales, industrielles avec la Chine, également culturelles et universitaires. Le Premier ministre sera informé de cet échange, le ministre des Affaires étrangères se rendra en Chine prochainement et j'aurai l'occasion d'aller en Chine après que nous ayons poursuivi ce dialogue stratégique.

QUESTION -- Avez-vous évoqué la question de la Syrie ?

LE PRESIDENT -- J'ai évoqué la question de la Syrie.

Le Président chinois n'a pas voulu rentrer dans trop de détails sur la Syrie. On connaît la position traditionnelle de la Chine de non-ingérence dans les affaires des pays. En revanche, nous avons parlé de l'Iran aussi puisqu'il y a cette négociation à Moscou qui pour l'instant n'évolue pas. Mais ce n'était pas le moment de rentrer dans le détail des sujets internationaux. C'était vraiment sur la relation bilatérale que nous avons passé l'essentiel de l'échange.

QUESTION -- Dans les discussions entre Barack OBAMA et les principaux dirigeants européens, la croissance est-elle au centre du débat ?

LE PRESIDENT -- La croissance n'a pas fait de débat, il y a eu vraiment une très grande convergence. De ce point de vue l'objectif est atteint parce que la situation l'exige et parce que des positions, celles de M. OBAMA, celles que je peux défendre sont entendues très largement. Les pays émergents sont encore plus sensibles parce que eux, qui pensaient être invulnérables par rapport à ce qui se passait en Europe et aux Etats-Unis, constatent que cela atteint leur niveau d'activité, notamment la Chine ou le Brésil et même l'Inde. Le Premier ministre qui est un économiste réputé a fait une intervention particulièrement nette là-dessus. Ce n'est pas sur la croissance que l'échange va avoir lieu avec Barack OBAMA et les Européens, c'est plutôt ce que je vous disais sur les mécanismes qui permettent de lutter contre la spéculation. Il n'est pas acceptable que des pays qui font des efforts comme l'Italie, redressent leurs comptes publics aient des taux d'intérêts qui soient de l'ordre de 5 points aujourd'hui sur leur dette souveraine. Il n'est pas acceptable que l'Espagne qui vient d'avoir la promesse d'un soutien ait des taux d'intérêt de l'ordre de 7 %, donc c'est là-dessus que nous devons montrer une capacité d'intervention beaucoup plus rapide.

Non, là-dessus, j'ai senti que c'était une volonté commune que le FMI soit utilisé partout où il est appelé.

QUESTION -- Les Américains et les pays émergents, considèrent que le rôle du FMI est plutôt d'intervenir ailleurs que dans des pays développés.

LE PRESIDENT -- Surtout quand ce sont les pays émergents qui apportent un certain nombre de prêts ou de capitaux. Ils le font également pour modifier l'équilibre dans la décision au sein du FMI mais c'est vrai que le FMI n'est pas là pour renflouer la zone Euro. Cela peut arriver qu'il s'y associe, on l'a vu pour la Grèce, on peut le voir pour d'autres pays, on verra bien mais ce n'est pas sa vocation.

QUESTION -- Pour poursuivre sur Barack OBAMA, vous voulez dire que ça peut être un allié pour vous pour convaincre les Allemands de laisser la Banque centrale....

LE PRESIDENT -- Je ne veux pas moi, à la différence d'autres, je ne veux mettre personne en difficulté ou en accusation, ou en différence. Voyez, c'est un état d'esprit, c'est une noblesse d'âme, c'est un sens des responsabilités donc avec l'Allemagne ce serait à mon avis la pire des méthodes aujourd'hui que de vouloir forcer. C'est un travail de conviction que nous devons avoir et avec le souci de respecter les procédures.

Merci.